



LE 29 SEPTEMBRE TOUS CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS !

Au 1er juin, l'augmentation automatique du SMIC a rattrapé dangereusement le niveau III de notre classification, pourtant signée en 2024, laissant derrière lui les deux premiers niveaux. Cette classification est donc déjà obsolète. Durant toute la négociation, la CGT avait dénoncé le tassement des salaires, toujours présent avec les nouvelles grilles. La CGT : le seul syndicat à s'y être opposé.

Malgré les interpellations dans différentes instances sur la nécessité d'augmenter la valeur du point, l'employeur persiste à nous dire que nous n'aurons pas d'augmentation tant que les fonctionnaires ne seraient pas eux-mêmes augmentés. Le ministère a d'ailleurs répondu cet été aux fonctionnaires : circulez, y'a rien à voir !

Le double discours de notre employeur apparaît encore ici en conservant une réunion de négociation « salaire » en fin d'année qui ne serait, de fait, qu'un leurre, uniquement pour respecter l'obligation légale.

La FNPOS CGT rappelle que les agents de la Sécurité sociale ne sont pas fonctionnaires. Notre employeur doit arrêter de se cacher derrière cet argument. C'est la responsabilité de l'Ucanss d'aller chercher l'enveloppe pour négocier avec les organisations syndicales, sinon à quoi sert-elle ?!

Alors même que nos salaires stagnent depuis trop longtemps, les attaques incessantes sur la Sécurité sociale (baisse des remboursements, exonérations de cotisations toujours plus nombreuses...) n'ont qu'une finalité : légitimer la privatisation de notre système social en le rendant toujours plus inefficace.

Ne nous laissons pas berner par les promesses présidentielles : rapprocher le net du brut revient à nous faire perdre du salaire et favorise le recours de plus en plus massif aux assurances privées. Le profit au détriment des besoins !

C'est pourquoi la défense de la Sécurité sociale va de pair avec les augmentations salariales.

A partir du 29 septembre, soyons tous en grève

et rejoignons les rassemblements et manifestations pour défendre la Sécurité sociale et exiger des augmentations de salaire partout en France.

